Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 137 del 16 giugno 1986 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 16 giugno 1986** SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

N. 47

LEGGE 14 giugno 1986, n. **265.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione istitutiva di una Organizzazione europea per l'esercizio di satelliti meteorologici (Eumetsat), con atto finale, adottata a Ginevra il 24 maggio 1983.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 giugno 1986, n. **265.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione istitutiva di una Organizzazione europea per l'esercizio di satelliti meteorologici (Eumetsat), con atto finale, adottata a Ginevra il 24 maggio 1983.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE SUPPLENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione istitutiva di un'Organizzazione europea per l'esercizio di satelliti meteorologici (Eumetsat), con atto finale, adottata a Ginevra il 24 maggio 1983.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. Il Ministero della difesa, per il tramite del Servizio meteorologico dell'Aeronautica, assicura il controllo di parte italiana delle attività dell'Eumetsat, opera affinché i servizi prestati dall'Eumetsat siano il più possibile aderenti agli interessi nazionali e garantisce che i dati resi disponibili da tali servizi siano accessibili agli utenti di cui all'articolo 2 della legge 21 dicembre 1978, n. 863, con le prescrizioni nello stesso articolo indicate.

Art. 4.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 2.000 milioni per l'anno 1985 e in lire 14.000 milioni per ciascuno degli anni 1986 e 1987, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1985-1987, al capitolo 9001 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1985, all'uopo utilizzando lo specifico accantonamento.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 5.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 giugno 1986

FANFANI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENTION

PORTANT CRÉATION D'UNE ORGANISATION EUROPEENNE POUR L'EXPLOITATION DE SATELLITES MÉTÉOROLOGIQUES ("EUMETSAT")

Les Etats parties à la présente Convention,

CONSIDÉRANT que :

- la sécurité des populations et l'exercice efficace de nombreuses activités humaines sont conditionnés par les informations météorologiques et qu'elles réclament des prévisions plus précises et plus rapidement disponibles ;
- la possibilité d'améliorer les prévisions est largement fonction de la disposition d'observations météorologiques aussi bien locales qu'à l'échelle de la planète, y compris dans les régions reculées ou désertiques ;
- les satellites météorologiques ont prouvé leur aptitude et leur potentiel unique pour compléter les systèmes d'observation au sol, particulièrement en ce qui concerne la surveillance permanente du temps ainsi que l'exécution et la collecte rapide d'observations sur les zones les plus inaccessibles de la surface terrestre ;

NOTANT que :

- l'Organisation Météorologique Mondiale a recommandé à ses membres d'améliorer les bases de données météorologiques et fermement appuyé les plans visant à réaliser et exploiter un système global d'observation par satellites pour alimenter la "Veille Météorologique Mondiale" ;
- le programme expérimental Météosat, conduit par l'Agence spatiale européenne, a démontré la capacité de l'Europe d'assumer sa part de responsabilité dans la mise en oeuvre d'un système global d'observation par satellites ;

RECONNAISSANT que :

- aucune organisation nationale ou internationale n'a prévu de disposition pour offrir à l'Europe l'ensemble des observations par satellite météorologique nécessaire à la couverture de ses zones d'intérêt ;
- l'importance des ressources humaines, techniques et financières nécessaires aux activités relevant du domaine spatial est telle que ces ressources dépassent les possibilités individuelles de chacun des pays européens ;
- il est souhaitable de fournir aux organismes météorologiques européens un cadre de coopération leur permettant d'engager des actions en commun utilisant les technologies spatiales applicables à la recherche et à la prévision météorologiques ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Création d'Eumetsat

1. Il est institué par la présente Convention une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques, ci-après dénommée "Eumetsat"

2. Les membres d'Eumetsat, ci-après dénommés "les Etats membres", sont les Etats qui sont parties à la présente Convention en application des dispositions de l'article 15, paragraphes 2 ou 3.

3. Eumetsat a la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et de disposer de biens mobiliers et immobiliers ainsi que d'ester en justice.

4. Les organes d'Eumetsat sont le Conseil et le Directeur.

5. Le siège d'Eumetsat est fixé provisoirement dans les locaux de l'Agence spatiale européenne à Paris. La décision définitive sur l'emplacement du siège sera prise par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 5.2 (b) (viii) ci-après.

6. Les langues officielles d'Eumetsat sont l'anglais et le français.

ARTICLE 2

Objectifs

1. Eumetsat a pour objectif principal la mise en place, le maintien et l'exploitation de systèmes européens de satellites météorologiques opérationnels en tenant compte dans la mesure du possible des recommandations de l'Organisation Météorologique Mondiale.

2. La définition du système initial fait l'objet de l'Annexe I.

3. Pour la réalisation de ses objectifs, Eumetsat :
   (a) tire profit autant que possible des technologies développées particulièrement en Europe dans le domaine des satellites météorologiques en assurant la continuation opérationnelle des programmes qui ont démontré leur réussite technique et leur rentabilité ;
   (b) s'appuie de manière appropriée sur les capacités d'Organisations internationales existantes exerçant des activités dans un domaine similaire ;

(c) contribue au développement des techniques de la météorologie spatiale et de systèmes d'observation météorologique utilisant des satellites, qui puissent conduire à de meilleurs services et à des coûts optimaux.

ARTICLE 3

Coopération

Pour la réalisation de ses objectifs, Eumetsat coopère dans la plus large mesure possible, conformément à la tradition météorologique, avec les gouvernements et les organismes nationaux des Etats membres ainsi qu'avec les Etats non membres ou les organisations internationales scientifiques ou techniques gouvernementales et non gouvernementales dont les activités ont un lien avec ses objectifs. Eumetsat peut conclure des accords à cet effet.

ARTICLE 4

Le Conseil

1. Le Conseil est composé de deux représentants au plus de chaque Etat membre dont l'un devrait être un délégué de son service météorologique national. Les représentants peuvent être assistés de conseillers lors des réunions du Conseil.

2. Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président dont les mandats sont de deux ans et qui ne peuvent être réélus qu'une seule fois. Le Président dirige les travaux du Conseil et ne siège pas alors en tant que représentant d'un Etat membre.

3. Le Conseil se réunit en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit du Président soit d'un tiers des Etats membres. Les réunions du Conseil se tiennent au siège d'Eumetsat à moins que le Conseil n'en décide autrement.

4. Le Conseil peut créer les organes subsidiaires et les groupes de travail qu'il juge nécessaire à la réalisation des objectifs d'Eumetsat.

5. Le Conseil arrête son règlement intérieur.

ARTICLE 5

Rôle du Conseil

1. Le Conseil dispose du pouvoir d'adopter toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

2. En particulier, le Conseil, statuant :

(a) à l'unanimité de tous les Etats membres,

i. décide de l'adhésion des Etats visés à l'article 15.3 et des modalités et conditions de celle-ci ;

ii. décide des amendements aux Annexes et de la date de leur mise en vigueur ;

iii. approuve la conclusion d'Accords de coopération avec les Etats non membres ;

iv. décide de dissoudre ou de ne pas dissoudre Eumetsat en application de l'article 19 ;

v. décide des modalités pour entreprendre l'exécution de systèmes autres que celui défini à l'Annexe I et repondant aux objectifs d'Eumetsat.

(b) à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, représentant au moins deux tiers du montant total des contributions :

i. adopte le budget annuel, en même temps que le plan des dépenses et recettes à prévoir pour les trois années suivantes et le tableau des effectifs qui y sont joints ;

ii. approuve chaque année les comptes de l'exercice écoulé, ainsi que le bilan de l'actif et du passif d'Eumetsat, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes et donne décharge au Directeur de l'exécution du budget ;

iii. adopte les mesures appropriées visées à l'article 9.4 ;

iv. approuve le règlement financier ainsi que toutes dispositions financières ;

v. fixe le montant du versement spécial visé à l'article 16.5 ;

vi. statue sur les modalités de dissolution d'Eumetsat, conformément aux dispositions de l'article 19.3 et 4 ;

vii. décide de l'exclusion d'un Etat membre conformément aux dispositions de l'article 13 ;

viii. décide du transfert du siège d'Eumetsat ;

ix. adopte le Statut du personnel.

(c) à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants :

i. nomme le Directeur pour une période déterminée et peut mettre fin à son mandat ou suspendre celui-ci ; dans ce dernier cas, le Conseil nomme un Directeur à titre intérimaire ;

ii. définit les spécifications opérationnelles du système européen de satellites météorologiques ainsi que les produits et services décrits en Annexe I que le système fournit aux Etats membres ;

iii. approuve tout Accord avec un Etat membre, une organisation internationale gouvernementale ou non gouvernementale, une organisation nationale relevant d'un Etat membre ;

iv. arrête les recommandations aux Etats membres concernant les amendements à apporter à la présente Convention ;

v. arrête son règlement intérieur ;

vi. nomme les commissaires aux comptes et décide de la durée de leur mandat.

(d) à la majorité des Etats membres présents et votants :

i. approuve la nomination et le licenciement des agents de grade supérieur ;

ii. décide de la création d'organes subsidiaires, de groupes de travail et définit leur mandat ;

iii. décide de toutes autres mesures ne faisant pas l'objet de dispositions expresses dans la présente Convention.

3. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil. Toutefois, un Etat membre n'a pas droit de vote au Conseil si l'arriéré de ses contributions dépasse le montant de ses contributions fixé pour l'exercice financier courant. En pareil cas, ledit Etat membre peut néanmoins être autorisé à voter si la majorité des deux tiers de tous les Etats membres ayant droit de vote estime que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. Pour déterminer l'unanimité ou les majorités prévues dans la présente Convention, il n'est pas tenu compte d'un Etat membre n'ayant pas droit de vote.
L'expression Etats membres présents et votants" s'entend des Etats membres votant pour ou contre. Les Etats membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

4. La présence de représentants de la majorité de tous les Etats membres ayant droit de vote est nécessaire pour que le Conseil délibère valablement. Les

décisions du Conseil relatives à une affaire urgente peuvent être acquises au moyen d'un vote par correspondance dans l'intervalle des sessions du Conseil.

ARTICLE 6

Le Directeur

1. Le Directeur assure l'exécution des décisions adoptées par le Conseil et celle des tâches confiées à Eumetsat. Il est le représentant légal d'Eumetsat et a ce titre, signe les Accords approuvés par le Conseil et les contrats.

2. Le Directeur agit sur instructions du Conseil. Il est en particulier chargé:
   (a) d'assurer le bon fonctionnement d'Eumetsat,
   (b) de percevoir les contributions des Etats membres,
   (c) de procéder aux engagements et aux dépenses décidés par le Conseil dans la limite des crédits autorisés,
   (d) de préparer la rédaction des appels d'offres et des contrats,
   (e) de préparer les réunions du Conseil et de fournir aux sessions d'éventuels organes subsidiaires et de groupes de travail l'assistance technique et administrative nécessaire,
   (f) d'assurer et de contrôler l'exécution des contrats,
   (g) de préparer et d'exécuter le budget d'Eumetsat conformément au règlement financier et de soumettre annuellement à l'approbation du Conseil les comptes afférents à l'exécution du budget et le bilan de l'actif et du passif, établis conformément au règlement financier, ainsi que le rapport d'activité d'Eumetsat,
   (h) d'assurer la comptabilité,
   (i) d'exécuter toute autre tâche qui lui est confiée par le Conseil.

3. Le Directeur est assisté d'un secrétariat.

ARTICLE 7

Le personnel du secrétariat

1. Sous réserve du deuxième alinéa du présent paragraphe, le personnel du secrétariat est régi par le statut du personnel adopté par le Conseil statuant conformément à l'article 5.2 (b). Si les conditions d'emploi d'un agent du secrétariat ne relèvent pas de ce statut, elles sont soumises au droit applicable dans l'Etat où l'intéressé exerce ses activités.

2. Le recrutement du personnel s'effectue sur la base de sa qualification, compte tenu du caractère international d'Eumetsat. Aucun emploi ne peut être réservé aux ressortissants d'un Etat membre déterminé.

3. Il peut être fait appel à des agents d'organismes nationaux des Etats membres, mis à la disposition d'Eumetsat pour une durée déterminée.

4. Le Conseil approuve, conformément à l'article 5.2 (d), la nomination et le licenciement des agents de grade supérieur tel que défini par le statut du personnel. Les autres membres du personnel sont nommés et licenciés par le Directeur agissant par délégation du Conseil. Le Directeur a autorité sur l'ensemble du personnel.

5. Les Etats membres sont tenus de respecter le caractère international des responsabilités du Directeur et des agents du secrétariat. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur et les agents du secrétariat ne doivent solliciter ou recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à Eumetsat.

ARTICLE 8

Responsabilité

1. Eumetsat n'offre pas de garantie pour les services et les produits qui doivent être fournis conformément à la présente Convention.

2. Eumetsat, tout Etat membre et, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions et dans les limites de ses attributions, tout fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout représentant aux différentes réunions d'Eumetsat n'encourent aucune responsabilité à l'égard de tout Etat membre ou d'Eumetsat pour les pertes ou dommages résultant de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services qui doivent être fournis, conformément à l'Annexe I de la présente Convention.

3. Aucun Etat membre n'encourt de responsabilité individuelle pour les actes et obligations d'Eumetsat liés à la mise en place du secteur spatial d'Eumetsat, sauf si ladite responsabilité résulte d'un traité auquel cet Etat membre et l'Etat demandant réparation sont parties. Dans ce cas, Eumetsat indemnise l'Etat membre concerné des sommes qu'il a acquittées, à moins que ledit Etat membre ne se soit expressément engagé à assumer seul une telle responsabilité. Le Conseil établit les mesures d'application du présent paragraphe.

ARTICLE 9

Principes de financement

1. Les dépenses d'Eumetsat comprennent les coûts relatifs aux services fournis par les contractants ou les fournisseurs ainsi que les dépenses d'Eumetsat nécessaires pour l'exécution des fonctions qui lui sont dévolues.

2. Les dépenses d'Eumetsat sont couvertes par les contributions financières des Etats membres et par les autres recettes éventuelles d'Eumetsat.

3. Chaque Etat membre verse à Eumetsat une contribution annuelle en devises convertibles sur la base du barème figurant en Annexe II. Les modalités de versement des contributions sont fixées par le règlement financier.

4. Si, postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 de l'article 16, un Etat membre cesse d'y être partie ou un Etat y adhère, le Conseil examine les conséquences correspondantes et adopte les mesures appropriées. En outre, le barème de contributions visé à l'Annexe II peut faire l'objet d'un ajustement au prorata.

5. Le règlement financier définit la procédure applicable en cas de non versement de contributions de la part d'un Etat membre ainsi que les charges de l'Etat membre en retard de contributions.

6. Le Conseil peut accepter des contributions volontaires, qu'elles soient ou non en espèces, à condition qu'elles soient offertes à des fins compatibles avec les objectifs, l'activité et les principes de gestion d'Eumetsat.

ARTICLE 10

Le budget

1. Le budget est établi en unités de compte européennes (ECU) telles que définies par le Règlement financier des Communautés européennes n° 3180/78 du 18 décembre 1978.

2. L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

3. Le budget annuel d'Eumetsat est établi pour chaque exercice financier avan. l'ouverture de celui-ci conformément aux dispositions du règlement inar· cier. Les recettes et les dépenses qui figurent au budget doivent être équilibrées.

4. Le Conseil adopte, conformément à l'article 5.2 (b), le budget de chaque exercice ainsi qu'éventuellement les budgets supplémentaires et rectificatifs.

5. L'adoption du budget par le Conseil comporte :
   (a) l'obligation, pour chaque Etat membre, de mettre à la disposition d'Eumetsat les contributions financières fixées dans le budget ;
   (b) l'autorisation, pour le Directeur, de procéder aux engagements et aux dépenses dans la limite des crédits correspondants qui ont été autorisés.

6. Si, au début d'un exercice financier, le budget n'a pas été arrêté par le Conseil, le Directeur peut procéder mensuellement aux engagements et aux dépenses par chapitres, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, et sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre a sa disposition des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget.

7. Les Etats membres versent chaque mois, à titre provisionnel, conformément au barème prévu à l'Annexe II, les sommes nécessaires en vue d'assurer l'application du paragraphe 6.

8. Le détail des dispositions financières et des procédures comptables figure dans le reglement financier adopté par le Conseil statuant conformément à l'article 5.2 (b).

ARTICLE 11

Vérification des comptes

1. Les comptes de la totalité des recettes et des dépenses du budget ainsi que le bilan de l'actif et du passif d'Eumetsat sont soumis à une vérification

annuelle, dans les conditions prévues par le règlement financier Les commissaires aux comptes soumettent chaque année au Conseil un rapport sur les comptes.

2. Le Directeur fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils ont besoin pour l'exécution de leur mission.

3. Le Conseil fixe les modalités supplémentaires sur la vérification des comptes.

ARTICLE 12

Privilèges et Immunités

Eumetsat jouit des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses activités officielles, conformément à un Protocole qui sera ultérieurement établi.

ARTICLE 13

Inexécution des obligations

Tout Etat membre qui ne remplit pas les obligations découlant de la présente Convention cesse d'être membre d'Eumetsat si le Conseil en décide ainsi conformément à l'article 5.2 (b), l'Etat concerné ne participant pas au vote sur ce point. La décision prend effet à la fin de l'exercice financier au cours duquel elle a été prise. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 18 sont applicables.

ARTICLE 14

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats membres, ou entre un ou plusieurs Etats membres et Eumetsat, au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou de ses Annexes, qui n'aura pu être réglé par l'entremise du Conseil, est soumis à un Tribunal d'arbitrage sur la demande d'une des parties au différend, à moins que les parties ne conviennent d'un autre mode de règlement.

2. Le tribunal d'arbitrage est composé de trois membres. Chaque partie au différend désigne un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande visée au paragraphe premier. Les deux premiers arbitres désignent, dans un délai de deux mois à compter de la désignation du deuxième arbitre, un troisième arbitre qui assume la présidence du tribunal d'arbitrage et qui ne peut être un ressortissant d'une partie au différend. Si l'un des deux arbitres n'a pas été désigné dans le délai prévu, il est désigné par le Président de la Cour internationale de justice ou, en cas de désaccord entre les parties sur le recours à ce dernier, par le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage, à la demande de l'une des parties. La même procedure s'applique si le Président du tribunal d'arbitrage n'a pas été désigné dans le délai prévu.

3. Le tribunal d'arbitrage détermine le lieu où il siège et fixe lui-meme les règles de procédure.

4. Chaque partie assume les dépenses concernant l'arbitre qu'il lui appartenait de désigner et celles de sa représentation dans la procédure devant le tribunal. Les dépenses concernant le président du tribunal d'arbitrage sont prises en charge à parts égales par les parties au différend.

5. La sentence du tribunal d'arbitrage est rendue à la majorité de ses membres qui ne peuvent s'abstenir de voter. La sentence est définitive et obligatoire pour toutes les parties au différend et aucun recours ne peut être interjeté contre elle. Les parties se conforment sans délai à la sentence. En cas de contestation sur son sens et sa portée, le tribunal d'arbitrage l'interprète sur la demande d'une des parties au différend.

ARTICLE 15

Signature, ratification et adhésion

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui ont participé à la Conférence des Plénipotentiaires pour l'établissement d'une Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques.

2. Lesdits Etats deviennent parties à la présente Convention :

- soit par la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation,
- soit par le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire si la Convention a été signée sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

3. A partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat qui n'a pas participé a la Conférence des Plénipotentiaires visée au paragraphe 1, peut adhérer à la Convention à la suite d'une décision du Conseil prise conformément à l'article 5.2 (a). Un Etat désireux d'adhérer à la présente Convention notifie sa demande au Directeur qui en informe les Etats membres au moins trois mois avant qu'elle ne soit soumise au Conseil pour décision. Le Conseil fixe les modalités et les conditions d'adhésion dudit Etat conformément à l'article 5.2 (a).

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés aupres du Gouvernement de la Confédération suisse, dénommé "le dépositaire .

ARTICLE 16
Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle sont devenus parties à la Convention en application de l'article 15.2 les Etats dont la somme des contributions atteint, selon le barème joint en Annexe II, au moins 85 % du montant total des contributions.

2. Si les conditions prévues pour l'entrée en vigueur de la présente Convention au paragraphe 1 du présent article ne sont pas remplies vingt-quatre mois après la date d'ouverture à signature de la Convention, le dépositaire convoque, aussitôt que possible, les Gouvernements des Etats qui ont signé la Convention sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ces Gouvernements peuvent alors décider que nonobstant les conditions

prevues au paragraphe 1, la Convention entrera en vigueur entre eux. En prenant une telle décision ces Gouvernements conviennent de la date de l'entrée en vigueur et d'une révision du barème des contributions figurant en Annexe II.

3. Après l'entrée en vigueur de la Convention conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 du présent article et en attendant le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, un Etat qui a, signé la Convention sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, peut participer aux réunions d'Eumetsat sans droit de vote.

4. Pour tout Etat qui, après la date de l'entrée en vigueur de la Convention conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 du présent article, signe celle-ci sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ainsi que pour tout Etat qui y adhère, la Convention prend effet, selon le cas, à la date de la signature ou à celle du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. Tout Etat visé à l'article 15.1 qui devient partie à la Convention effectue, autant qu'il est nécessaire, un versement spécial au titre des investissements déjà realisés pour mettre en place le système initial défini à l'Annexe I, calculé sur la base de son taux de contribution et fixé dans l'Annexe II ou déterminé par le Conseil conformément à l'article 5.2 (b). Pour tout Etat qui adhère à la Convention, ce versement spécial fait partie des conditions d'adhésion arrêtées par le Conseil conformément à l'article 5.2 (a).

ARTICLE 17
Amendements

1. Tout Etat membre peut proposer des amendements à la présente Convention. Les propositions d'amendements sont adressées au Directeur qui les communique aux autres Etats membres au moins trois mois avant leur examen par le Conseil. Le Conseil examine ces propositions et peut, en statuant conformément à l'article 5.2 (c), recommander aux Etats membres d'accepter les amendements proposés.

2. Les amendements recommandés par le Conseil entrent en vigueur trente jours après réception par le dépositaire de la Convention des déclarations d'acceptation de tous les Etats membres.

3. Nonobstant les dispositions de l'article 5.2 (b) (iii), le Conseil peut, statuant conformément à l'article 5.2 (a), amender les Annexes de la présente Convention à condition que ces amendements ne soient pas en contradiction avec la Convention et fixer la date de leur mise en vigueur pour tous les Etats membres.

ARTICLE 18

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de six ans à compter de son entrée en vigueur, la présente Convention peut être dénoncée par tout Etat membre par une notification au dépositaire de la Convention. La dénonciation prend effet à la fin de l'exercice financier suivant celui au cours duquel elle a été notifiée.

2. Après que la dénonciation a pris effet, l'Etat intéressé reste tenu de financer sa quote-part des crédits de paiement correspondant aux crédits d'engagement votés et utilisés tant au titre du budget de l'exercice en cours au moment où la notification de la dénonciation a été faite qu'au titre des budgets des exercices antérieurs.

3. L'Etat intéressé conserve les droits qu'il a acquis à la date de la prise d'effet de la dénonciation.

ARTICLE 19

Dissolution

1. Eumetsat peut à tout moment être dissoute par le Conseil statuant conformément à l'article 5.2 (a).

2. Sauf décision contraire du Conseil statuant conformément à l'article 5.2(a), un Etat membre ayant dénoncé la Convention ne prenant pas part au vote dans

ce cas, Eumetsat est dissoute si à la suite de la dénonciation de la presente Convention par un ou plusieurs Etats membres conformément à l'article 18.1, les contributions de chacun des autres Etats membres sont accrues de plus d'un cinquième par rapport à leur taux fixé à l'Annexe II.

3. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2, le Conseil désigne un organe de liquidation.

4. L'actif est réparti entre les Etats membres d'Eumetsat au moment de la dissolution au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. S'il existe un passif, celuici est pris en charge par les memes Etats, au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

ARTICLE 20

Notification

Le dépositaire notifie aux Etats signataires et adhérents .

(a) toute signature de la présente Convention,
(b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion,
(c) l'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément soit au paragraphe 1 soit au paragraphe 2 de l'article 16,
(d) l'adoption et l'entrée en vigueur de tout amendement à la présente Convention et à ses Annexes,
(e) toute dénonciation de la présente Convention ou la perte de la qualité de membre d'Eumetsat,
(f) la dissolution d'Eumetsat.

ARTICLE 21

Enregistrement

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le dépositaire la fait enregistrer auprès du Secrétariat général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ANNEXE I

DESCRIPTION DU SYSTEME

1. GÉNÉRALITÉS

Le système initial européen de satellite météorologique européen est la continuation du programme Météosat préopérationnel de satellites géostationnaires. La position nominale du satellite est 0° de longitude. Le système sera composé d'un secteur spatial et d'un secteur terrien. La conception du véhicule spatial est basée sur celle de Météosat. Le secteur terrien exploite lui aussi l'expérience acquise dans le cadre du programme Météosat préoperationnel et assure la poursuite et le contrôle du véhicule spatial et le traitement central des données.

2. DESCRIPTION FONCTIONNELLE

2.1 Secteur spatial

Le satellite assure les fonctions suivantes :

- Prise d'images dans les trois domaines suivants du spectre : visible, créneau de l'infrarouge atmosphérique, bande de l'infrarouge vapeur d'eau.

- Dissémination des images et autres données sur deux canaux, l'un et l'autre capables de transmettre des données numériques ou analogiques aux stations d'utilisateurs.

- Collecte des données transmises par les stations de mesure in situ.

- Diffusion de données météorologiques aux stations terriennes.

2.2 Secteur terrien

Le secteur terrien assure les fonctions suivantes dont la plupart doivent être exécutées en temps quasi-réel pour répondre aux besoins des meteorologistes :

- Commande, contrôle et utilisation opérationnelle d'un satellite actif.

- Possibilité de commande d'un second satellite en attente d'exploitation.

- Réception et prétraitement des données d'images. Le prétraitement est l'opération par laquelle les variations radiométriques et géométriques subies par les données brutes sont déterminées et corrigées ; il comprendra au moins la mise en coïncidence réciproque des différents canaux, l'étalonnage du créneau de l'infrarouge atmosphérique, la localisation des images.

- Dissémination des images prétraitées vers les stations primaires (PDUS) et secondaires (SDUS) des utilisateurs.

- Dissémination via le satellite de données diverses, comprenant les messages de service et les cartes fournies par les services météorologiques.

- Dissémination d'images provenant d'autres satellites météorologiques.

- Acquisition et traitement limité des messages provenant des stations de mesure in situ (plates-formes de collecte de données ou DCP) et dissémination de ceux-ci. La diffusion de ces informations s'effectue à la fois sur le réseau mondial de télécommunications météorologiques (GTS) et vers les stations d'utilisateurs par l'intermédiaire du satellite (ces transmissions viendront en sus des autres transmissions enumerées dans la présente section).

- Extraction de données météorologiques quantitatives, comprenant les vents, la température de la surface de la mer, la teneur en vapeur d'eau des couches supérieures de la troposphère, la nébulosité et l'altitude des nuages, et un jeu de données adaptées aux besoins de la climatologie.

- Archivage sous forme numérique de toutes les images disponibles pendant une période mobile d'au moins cinq mois et, à titre permanent, de toutes les informations metéorologiques élaborées qui ont été produites.

- Archivage sur film photographique d'au moins 2 images du disque complet par jour.

- Ressaisie des informations archivées.

- Rédaction et diffusion de documentation, comprenant par exemple un catalogue des images et un guide destiné aux utilisateurs du système.

- Contrôle de la qualité des produits et des transmissions.

3. PERFORMANCES TECHNIQUES

3.1 Secteur spatial

Les spécifications de performances détaillées du véhicule spatial sont arrêtées par le Conseil, sans pouvoir être inférieures à celles des satellites Météosat préoperationnels, les moyens d'interrogation des plates-formes de collecte des données par l'intermédiaire d'une liaison descendante specialisées n'y étant pas inclus.

Les améliorations suivantes sont prévues :

- Durée de vie en ce qui concerne l'alimentation électrique et les ergols.

  Fiabilité du radiomètre et de l'électronique.

- Alignement du canal vapeur d'eau sur les normes de conception et de fabrication des deux autres canaux ; réduction du bruit (interférence).

- Fonctionnement simultané du canal infrarouge, du canal vapeur d'eau et des deux canaux visibles.

- Etalonnage "en vol" du canal vapeur d'eau.

- Régulation thermique du corps noir d'étalonnage.

- Modification du répéteur de bord en vue de permettre la diffusion de données numeriques aux stations terriennes, en sus des fonctions assurées par les satellites Météosat preopérationnels.

3.2 Secteur terrien

En ce qui concerne les fonctions énumérées au point 2.2, les performances techniques sont au moins égales a celles du système Météosat préopérationnel. Le système est toutefois actualisé dans le sens d'une amelioration de la fiabilité et d'une réduction des coûts d'exploitation.

4. ACTIVITES DE TRANSITION

L'exploitation du système existant, comprenant Météosat F1 et F2 et le satellite P2 (s'il est lancé dans le cadre du programme préopérationnel) est également comprise dans le programme opérationnel à compter du 24 novembre 1983.

5. CALENDRIER DE LANCEMENT

5.1 Le programme opérationnel couvre l'approvisionnement des composants et la fabrication des sous-unités nécessaires pour trois modèles de vol nouveaux (MO1, MO2, MO3) et un jeu de pièces de rechange.

Une seule équipe d'intégration est utilisée et les satellites sont intégrés l'un apres l'autre.

MO1 est lancé dès qu'il est prêt en principe au premier semestre de 1987.

MO2 est lancé environ un an et demi plus tard, en principe au second semestre de 1988.

MO3 est lancé en principe au second semestre de 1990.

La date de ce lancement pourrait être déplacée en fonction de l'état d'avancement du programme et de la disponibilité de lanceurs lors de la décision.

Les lancements MO1, MO2 sont couverts par une assurance devant permettre l'intégration et le lancement d'une unité de vol additionnelle en cas de besoin.

5.2 Le montant maximum visé à l'Annexe II suppose que tous les lancements sont exécutés au moyen du lanceur Ariane dans le cadre de lancements doubles. Le Conseil peut décider à l'unanimité d'avoir recours à des lancements simples si le programme le requiert.

6. DURÉE DU PROGRAMME

L'utilisation des satellites opérationnels, d'après le calendrier provisoire, devrait en principe être de 8,5 années à compter du lancement de MO1 en 1986-87. Il y aura en outre des activités de transition utilisant les satellites existants (F1, F2, F2) disponibles, au cours de la période allant du 24 novembre 1983 jusqu'au lancement de MO1 en 1986-87. La durée totale escomptée du système est de 12,5 années du début de 1983 à la mi-1995.

ANNEXE II

I. Enveloppe financière globale

L'enveloppe financière globale pour la réalisation du système initial décrit à l'Annexe I est estimée à 400 millions d'unités de compte (MUC) pour la période 1983-1995 (au niveau des prix de la mi-1982, taux de conversion 1983) ventilés comme suit :

- montant maximum des dépenses encourues par l'Agence spatiale européenne : 378 MUC
- secrétariat d'Eumetsat (10,5 années) : 10 MUC
- marge d'aléas Eumetsat : 12 MUC

II. Barème des contributions

Les Etats membres contribuent à l'ensemble des dépenses d'Eumetsat conformément au barème suivant :

Etats membres	%
Allemagne	
Autriche	
Belgique	
Danemark	
Espagne	
Finlande	
France	
Grèce	
Irlande	
Italie	
Norvège	
Pays-Bas	
Portugal	
Royaume-Uni	
Suède	
Suisse	
Turquie	

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-quatre mai mil neuf cent quatre-vingt-trois dans les langues anglaise et française, ces deux textes faisant également foi, en un exemplaire original unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération suisse, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ACTE FINAL

DE LA CONFÉRENCE DES PLÉNIPOTENTIAIRES

POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN ORGANISATION EUROPÉENNE POUR L'EXPLOITATION

DE SATELLITES MÉTÉOROLOGIQUES

("EUMETSAT")

1. Une Conférence intergouvernementale sur un système Météosat operationnel s'est reunie à Paris les 28 et 29 janvier 1981 au siège de l'Agence spatiale europeenne. Cette Conférence a adopté une Résolution par laquelle, en particulier, elle est convenue de créer un groupe de travail chargé de preparer les textes juridiques relatifs à l'établissement d'un système Météosat opérationnel et de proposer la convocation d'une Conférence des Plénipotentiaires.

2. Le groupe de travail a établi un sous-groupe technique et un sous-groupe institutionnel.

3. La Conférence intergouvernementale a tenu une seconde session les 21-22-23 mars 1983 et a entendu un rapport sur le résultat des travaux du groupe de travail. Elle a approuvé les documents élaborés par ce dernier et recommandé la convocation d'une Conférence des Plénipotentiaires pour l'adoption de la Convention portant création d'une Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (dénommée "Eumetsat").

4. Sur convocation du Gouvernement suisse et apres consultation avec le Président de la Conférence intergouvernementale, une Conférence des Plénipotentiaires pour l'établissement d'une Organisation europeenne pour l'exploitation de satellites météorologiques s'est reunie à Genève le 24 mai 1983.

5. Etaient représentés

   (a) les Gouvernements des Etats suivants

   par des délégués .

   par des observateurs

   (b) l'Organisation internationale suivante, a titre d'observateur · l'Agence spatiale europeenne.

6. La Conférence a constitué son Bureau comme suit

Président M.
Secrétaire M.

et a constitué une Commission de Vérification des Pouvoirs présidée par

M.

assisté de M.

et de M.

La Conférence a adopté le rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs.

7. La Conférence a entendu un rapport du Président de la Conférence intergouvernementale ainsi que des déclarations des délégations.

8. La Conférence a examiné les mesures prises pour la mise en route du système. Elle s'est félicitée du concours apporte par l'Agence spatiale européenne pour permettre la mise en oeuvre par anticipation du systeme Météosat opérationnel et a pris note des textes juridiques élaborés a cet effet. La Conférence a pris note que l'Agence spatiale europeenne est chargée de l'établissement et de l'exploitation du système Météosat opérationnel et qu'à cet effet il conviendra de conclure ultérieurement un Arrangement complémentaire entre l'Organisation Eumetsat et l'Agence spatiale europeenne.

9. La Conférence a adope le texte de la Convention portant création d'une Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques dénommée "Eumetsat" et l'a ouvert à signature.

10. La Conférence a adopté les Résolutions ci-annexées.

RESOLUTION N° 1

La Conférence,

CONVIENT d'ouvrir ce jour a signature la Convention portant création d'une Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques,

INVITE les Gouvernements représentés à la Conférence à signer ladite Convention et leur demande de prendre les mesures en vue de la ratifier dans les meilleurs délais possible,

RESOLUTION N° 2

La Conférence,

NOTANT d'une part le souhait unanime d'une mise en route immédiate du programme Météosat operationnel,

CONSTATANT d'autre part les délais induits par la ratification de la Convention ouverte ce jour a signature,

SE FELICITANT de l'acceptation de l'Agence spatiale europeenne de fournir le cadre juridique pour la mise en route par anticipation du système Météosat opérationnel et PRENANT NOTE des textes juridiques etablis à cet effet,

INVITE tous les Gouvernements representés a la Conférence qui n'auraient pas encore notifié a l'Agence spatiale européenne leur acceptation des textes juridiques etablis dans le cadre de cette dernière de le faire sans délai en procédant à la signature de la Convention Eumetsat.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE RELATIVA ALLA CREAZIONE DI UNA ORGANIZZAZIONE EUROPEA PER L'ESERCIZIO DI SATELLITI METEOROLOGICI

(EUMETSAT)

Gli Stati Parte alla presente Convenzione,

Considerato che:
- la sicurezza delle popolazioni e il miglior esercizio di numerose attività umane sono condizionati dalle informazioni meteorologiche e richiedono previsioni più precise e più rapidamente disponibili;
- la possibilità di migliorare le previsioni dipende in larga misura dalla disponibilità di osservazioni meteorologiche sia locali sia su scala planetaria, comprese quelle relative alle regioni isolate o desertiche;
- i satelliti meteorologici hanno dimostrato la loro idoneità e il loro potenziale, unico nel suo genere, per completare i sistemi d'osservazione al suolo, sopratutto per quanto concerne la sorveglianza continua del tempo, nonché l'esecuzione e la raccolta rapida di osservazioni nelle zone più inaccessibili della superficie terrestre;

Visto che:
- l'Organizzazione Meteorologica Mondiale ha raccomandato ai suoi membri di migliorare la rete di base per il rilevamento di dati meteorologici ed ha fermamente appoggiato i programmi per la realizzazione e la gestione di un sistema globale d'osservazione mediante satelliti ai fini della "Vigilanza Meteorologica Mondiale";
- il programma sperimentale Meteosat, gestito dall'Agenzia Spaziale Europea, ha dimostrato che l'Europa è in grado di assumersi la sua parte di responsabilità nell'attuazione di un sistema globale di osservazioni mediante satelliti;

Riconosciuto che:
- nessuna organizzazione nazionale o internazionale ha stabilito programmi idonei ad offrire all'Europa l'insieme

delle osservazioni mediante satellite meteotologico, necessarie alla copertura delle sue zone d'interesse;
- le risorse umane, tecniche e finanziarie necessarie alle attività attinenti al campo spaziale sono di tale entità da andare oltre le possibilità di ogni singolo Paese europeo;
- è auspicabile fornire agli organismi meteorologici europei un quadro di cooperazione che permetta loro di intraprendere azioni comuni utilizzando le tecnologie spaziali applicabili alla ricerca e alla previsione meteorologiche;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1 Creazione dell'Eumetsat

1. Con la presente Convenzione viene istituita un'organizzazione europea per l'esercizio di satelliti meteorologici, qui di seguito denominata "Eumetsat".

2. Sono membri dell'Eumetsat, qui di seguito denominati "Stati membri", gli Stati parti alla presente Convenzione, in applicazione delle disposizioni dell'articolo 15.2 ovvero 15.3.

3. L'Eumetsat ha personalità giuridica. Essa ha segnatamente la capacità di stipulare contratti, di acquistare beni mobili e immobili e di disporne, così come di costituirsi parte in giudizio.

4. Gli organi dell'Eumetsat sono il Consiglio e il Direttore.

5. La sede dell'Eumetsat è fissata provvisoriamente nei locali dell'Agenzia Spaziale Europea a Parigi. La decisione definitiva per quanto concerne l'ubicazione della sede verrà presa dal Consiglio, conformemente alle disposizioni dell'articolo 5.2(b) viii) qui di seguito.

6. Le lingue ufficiali dell'Eumetsat sono l'inglese ed il francese.

Articolo 2 Obiettivi

1. L'Eumetsat ha come obiettivo principale la realizzazione, il mantenimento e la gestione di sistemi europei di satelliti meteorologici operativi, tenendo conto, nella misura del possibile, delle raccomandazioni dell'Organizzazione Meteorologica Mondiale.

2. Il sistema iniziale è definito all'Allegato I.

3. Per il conseguimento dei suoi obiettivi l'Eumetsat:
  a) trae profitto, per quanto è possibile, dalle tecnolo

gie sviluppate in Europa particolarmente nel campo dei satelliti meteorologici, assicurando la continuità operativa dei programmi che si sono dimostrati validi dal punto di vista tecnico e da quello del rapporto costo/beneficio;

b) si avvale in modo adeguato delle capacità di Organizzazioni internazionali esistenti che esercitano attività in un campo affine;

c) contribuisce allo sviluppo delle tecniche della meteorologia spaziale e dei sistemi di osservazione meteorologica che utilizzino satelliti per migliorare servizi a costi convenienti.

Articolo 3 Cooperazione

Per conseguire i suoi obiettivi l'Eumetsat coopera, nella maggior misura possibile, conformemente alla tradizione meteorologica, con i governi e gli organismi nazionali degli Stati membri nonché con gli Stati non membri o le organizzazioni internazionali scientifiche o tecniche governative e non governative le cui attività abbiano un nesso con detti obiettivi. L'Eumetsat ha l'autorità di stipulare accordi in tal senso.

Articolo 4 Il Consiglio

1. Il Consiglio è composto da non più di due rappresentanti per ogni Stato membro, di cui uno dovrebbe essere un delegato del suo servizio meteorologico nazionale. I rappresentanti possono essere assistiti da consulenti durante le riunioni del Consiglio.

2. Il Consiglio elegge tra i suoi membri un Presidente e un Vicepresidente con mandato biennale e rieleggibili una volta sola. Il Presidente dirige i lavori del Consiglio e in questa veste non funge da rappresentante di uno Stato membro.

3. Il Consiglio si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta all'anno. Può riunirsi in sessione straordinaria su richiesta sia del Presidente, sia di un terzo degli Stati membri. Le riunioni del Consiglio si tengono presso la sede dell'Eumetsat, a meno che il Consiglio non decida altrimenti.

4. Il Consiglio può istituire gli organi sussidiari e i gruppi di lavoro che ritiene necessari al conseguimento degli obiettivi dell'Eumetsat.

5. Il Consiglio fissa il suo regolamento interno.

Articolo 5 Funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio ha facoltà di adottare tutte le misure neces-

sarie all'applicazione della presente Convenzione.

2. In particolare, il Consiglio, deliberando:

a) all'unanimità di tutti gli Stati membri:

i) decide sull'adesione degli Stati di cui all'articolo 15.3 e sulle sue modalità e condizioni;

ii) decide sugli emendamenti degli Allegati e sulla data della loro entrata in vigore;

iii) approva la conclusione di Accordi di cooperazione con gli Stati non membri;

iv) decide di sciogliere o non sciogliere l'Eumetsat, in applicazione dell'articolo 19;

v) decide le modalità per intraprendere la realizzazione di sistemi diversi da quello definito allo Allegato I e rispondenti agli obiettivi dell'Eumetsat.

b) a maggioranza dei due terzi degli Stati membri presenti e votanti, che rappresentino almeno i due terzi dell'ammontare totale dei contributi:

i) adotta il bilancio preventivo annuale, nonché la allegata previsione dell'organico del personale, le spese e le entrate per i successivi tre anni;

ii) approva ogni anno i conti del precedente esercizio, nonché il bilancio dell'attivo e del passivo dell'Eumetsat, dopo aver preso visione del rapporto dei revisori dei conti, e solleva il Direttore dalla responsabilità in ordine all'esecuzione del bilancio;

iii) adotta le misure appropriate di cui all'articolo 9.4;

iv) approva il regolamento finanziario, nonché ogni altra disposizione finanziaria;

v) fissa l'ammontare del versamento speciale di cui all'articolo 16.5;

vi) delibera sulle modalità di scioglimento dell'Eumetsat, conformemente alle disposizioni dell'articolo 19.3 e 4;

vii) decide circa l'esclusione di uno Stato membro, conformemente alle disposizioni dell'articolo 13;

viii) decide circa l'eventuale trasferimento della sede dell'Eumetsat;

ix) adotta lo Statuto del personale.

c) a maggioranza dei due terzi degli Stati membri presenti e votanti:

i) nomina il Direttore per un periodo determinato e può por fine al suo mandato o sospenderlo; in quest'ultimo caso il Consiglio nomina un Direttore interinale;

ii) definisce i requisiti operativi del sistema euro

peo di satelliti meteorologici, come pure i prodotti e servizi di cui all'Allegato I, che il sistema fornisce agli Stati membri;

iii) approva qualsiasi Accordo con uno Stato membro, con un'organizzazione internazionale governativa e non governativa o con un'organizzazione nazionale di uno Stato membro;

iv) formula raccomandazioni agli Stati membri in merito ad eventuali emendamenti da apportare alla presente Convenzione;

v) fissa il suo regolamento interno;

vi) nomina i revisori dei conti e decide la durata del loro mandato.

d) a maggioranza degli Stati membri presenti e votanti:

i) approva la nomina e il licenziamento del personale di grado superiore;

ii) decide l'istituzione di organi sussidiari, di gruppi di lavoro e ne definisce il mandato;

iii) decide qualsiasi altra misura che non sia oggetto di disposizioni esplicite nella presente Convenzione.

3. Ogni Stato membro dispone di un voto nel Consiglio. Tuttavia, uno Stato membro non ha il diritto di voto nel Consiglio se i suoi contributi arretrati superano l'ammontare dei suoi contributi fissati per l'esercizio finanziario in corso. In tal caso, detto Stato membro può tuttavia essere autorizzato a votare qualora la maggioranza dei due terzi di tutti gli Stati membri aventi diritto di voto ritenga che il mancato pagamento sia dovuto a circostanze indipendenti dalla sua volontà. Per determinare l'unanimità o la maggioranza prevista nella presente Convenzione, non si tien conto di uno Stato membro privo del diritto di voto.

L'espressione "Stati membri presenti e votanti" indica gli Stati membri che votano a favore o contro. Gli Stati membri che si astengono dal voto sono considerati non votanti.

4. La presenza di rappresentanti della maggioranza di tutti gli Stati membri aventi diritto di voto è necessaria perché le decisioni del Consiglio siano valide.
Le decisioni del Consiglio relative a questioni urgenti possono essere prese con un voto per corrispondenza nell'intervallo delle sessioni del Consiglio.

Articolo 6 Il Direttore

1. Il Direttore assicura l'esecuzione delle decisioni adottate dal Consiglio e dei compiti affidati all'Eumetsat. E' il rappresentante legale dell'Eumetsat e come tale firma gli Accordi approvati dal Consiglio e i contratti.

2. Il Direttore agisce su istruzioni del Consiglio. In particolare ha l'incarico di:

a) assicurare il buon funzionamento dell'Eumetsat;
b) riscuotere i contributi degli Stati membri;
c) provvedere agli impegni ed alle spese decisi dal Consiglio nel limite dei crediti autorizzati;
d) preparare la stesura delle licitazioni e dei contratti;
e) preparare le riunioni del Consiglio e fornire la necessaria assistenza tecnica ed amministrativa alle riunioni di eventuali organi sussidiari e gruppi di lavoro;
f) sorvegliare e controllare l'esecuzione dei contratti;
g) preparare il bilancio preventivo dell'Eumetsat ed eseguirne le disposizioni conformemente al regolamento finanziario; sottoporre annualmente all'approvazione del Consiglio i conti relativi all'esecuzione delle disposizioni del bilancio preventivo ed il bilancio dell'attivo e del passivo, conformemente al regolamento finanziario; presentare il rapporto sull'attività dell'Eumetsat;
h) assicurare la contabilità;
i) eseguire qualsiasi altro incarico affidatogli dal Consiglio.

3. Il Direttore è assistito da un segretariato.

Articolo 7 Il personale del segretariato

1. Fatto salvo il secondo comma del presente paragrafo, il personale del segretariato è sottoposto allo statuto del personale, adottato dal Consiglio con decisione conforme all'articolo 5.2(b). Le condizioni di impiego di un membro del segretariato non soggetto a detto statuto sono sottoposte alla legislazione in vigore nello Stato in cui l'interessato svolge la sua attività.

2. Il reclutamento del personale è effettuato in base alla sua qualificazione, tenuto conto del carattere internazionale dell'Eumetsat. Nessun impiego può essere riservato ai cittadini di un determinato Stato membro.

3. Personale di enti nazionali degli Stati membri può essere impiegato dall'Eumetsat, o essere distaccato presso l'Eumetsat per un determinato periodo di tempo.

4. Il Consiglio approva, conformemente all'articolo 5.2(d), la nomina e il licenziamento del personale di grado superiore, quale definito dallo statuto del personale. Gli altri membri del personale sono nominati e licenziati dal Direttore che opera su delega del Consiglio. Il Direttore ha autorità sull'insieme del personale.

5. Gli Stati membri devono rispettare il carattere interna-

zionale delle responsabilità del Direttore e del personale del segretariato. Nell'esercizio delle loro funzioni, il Direttore ed il personale del segretariato non possono sollecitare né ricevere istruzioni da nessun governo né da alcuna autorità esterna all'Eumetsat.

Articolo 8 Responsabilità

1. L'Eumetsat non offre nessuna garanzia per i servizi e i prodotti che devono essere forniti conformemente alla presente Convenzione.

2. L'Eumetsat, qualsiasi Stato membro, qualsiasi funzionario o impiegato di uno Stato membro che agisce nell'esercizio delle sue funzioni e nei limiti delle sue attribuzioni, nonché qualsiasi rappresentante alle diverse riunioni dell'Eumetsat, non sono responsabili nei confronti di qualsiasi Stato membro o dell'Eumetsat delle perdite o dei danni derivanti da qualsiasi sospensione, ritardo o cattivo funzionamento dei servizi da fornire a fronte dell'Allegato I della presente Convenzione.

3. Nessuno Stato membro è responsabile singolarmente degli atti e obblighi dell'Eumetsat connessi con l'esistenza del settore spaziale dell'Eumetsat, salvo che detta responsabilità non risulti da un trattato di cui questo Stato membro e lo Stato che richiede il risarcimento siano Parti contraenti. In questo caso l'Eumetsat rifonde allo Stato membro interessato le somme che quest'ultimo ha pagato, a meno che lo Stato membro non si sia espressamente impegnato ad assumersi tale responsabilità. Il Consiglio stabilisce le modalità d'applicazione del presente paragrafo.

Articolo 9 Principi di finanziamento

1. Le spese dell'Eumetsat comprendono i costi relativi ai servizi forniti dai contraenti o fornitori, nonché le spese dell'Eumetsat necessarie allo svolgimento delle funzioni che le sono state conferite.

2. Le spese dell'Eumetsat sono coperte dai contributi finanziari degli Stati membri e da altri eventuali introiti dell'Eumetsat.

3. Ogni Stato membro versa all'Eumetsat un contributo annuo in valute convertibili, in base alla tabella che figura all'Allegato II. Le modalità di versamento dei contributi sono fissate dal regolamento finanziario.

4. Se, dopo la data d'entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente al paragrafo 1 ovvero al paragrafo 2

dell'articolo 16, uno Stato membro cessa di essere parte alla Convenzione o uno Stato vi aderisce, il Consiglio ne esamina le conseguenze e adotta le misure appropriate. Inoltre, la tabella dei contributi di cui all'Allegato II potrà essere aggiornata su base di proporzionalità.

5. Il regolamento finanziario stabilisce la procedura da applicare in caso di mancato versamento di contributi da parte di uno Stato membro, nonché gli oneri a carico dello Stato membro in mora.

6. Il Consiglio può accettare contributi volontari, in contanti o in altra forma, a condizione che siano offerti per scopi compatibili con gli obiettivi, l'attività e i principi di gestione dell'Eumetsat.

Articolo 10 Il bilancio preventivo

1. Il bilancio preventivo è stabilito in unità di conto europee (UCE), definite dal Regolamento finanziario delle Comunità europee n. 3180/78 del 18 dicembre 1978.

2. L'esercizio finanziario inizia il 1° gennaio e termina il 31 dicembre.

3. Il bilancio preventivo annuo dell'Eumetsat è stabilito per ogni esercizio finanziario prima dall'apertura di quest'ultimo, conformemente alle disposizioni del regolamento finanziario. Le entrate e le uscite iscritte nel bilancio preventivo devono compensarsi.

4. Il Consiglio approva, conformemente all'articolo 5.2(b), il bilancio preventivo di ogni esercizio come pure, eventualmente, i bilanci supplementari e di rettifica.

5. L'approvazione del bilancio preventivo da parte del Consiglio comporta:

a) l'obbligo, per ogni Stato membro, di mettere a disposizione dell'Eumetsat i contributi finanziari fissati nel bilancio preventivo.

b) l'autorizzazione, per il Direttore, di assumere gli impegni e di effettuare le spese nei limiti dei corrispondenti crediti autorizzati.

6. Se, all'inizio di un esercizio finanziario, il bilancio preventivo non è stato ancora approvato dal Consiglio, il Direttore può, mensilmente, assumere gli impegni e procedere alle spese, capitolo per capitolo, nel limite di un dodicesimo dei crediti stanziati nel preventivo dell'esercizio precedente e semprechè questo provvedimento non abbia come effetto di mettere a disposizione crediti superiori a un dodicesimo di quelli previsti nel progetto di bilancio preventivo.

7. Gli Stati membri versano ogni mese, a titolo provvisorio, conformemente alla tabella di cui all'Allegato II, le somme necessarie ad assicurare l'applicazione del paragrafo 6.

8. Le disposizioni finanziarie e le procedure contabili figurano in dettaglio nel regolamento finanziario approvato dal Consiglio con decisione conforme all'articolo 5.2(b).

Articolo 11 Revisione dei conti

1. I conti relativi alle entrate e alle uscite del bilancio preventivo, come pure il bilancio dell'attivo e del passivo dell'Eumetsat sono verificati annualmente, secondo le modalità previste dal regolamento finanziario. I revisori dei conti sottopongono ogni anno al Consiglio un rapporto contabile.

2. Il Direttore fornisce ai revisori dei conti tutte le informazioni e l'assistenza di cui hanno bisogno per lo svolgimento del loro compito.

3. Il Consiglio fissa le modalità supplementari per le revisioni dei conti.

Articolo 12 Privilegi e immunità

L'Eumetsat gode dei privilegi e delle immunità necessari all'esercizio delle sue attività ufficiali conformemente ad un Protocollo che sarà successivamente stabilito.

Articolo 13 Inadempienza degli obblighi

Qualsiasi Stato membro che non adempie gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione cessa d'essere membro dell'Eumetsat, qualora il Consiglio lo decida conformemente all'articolo 5.2(b); lo Stato in causa non partecipa al voto in merito. La decisione ha effetto alla fine dell'esercizio finanziario nel corso del quale è stata presa. Sono applicabili le disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 18.

Articolo 14 Composizione delle controversie

1. Qualsiasi controversia tra due o più Stati membri, o tra uno o più Stati membri e l'Eumetsat, relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione o dei suoi Allegati, che non potrà essere composta con la mediazione del Consiglio, verrà sottoposta a un tribunale arbitrale a richiesta di una delle parti alla controversia, a meno che le parti non convengano un altro modo di composizione.

2. Il tribunale arbitrale è composto di tre membri. Ogni parte alla controversia designa un arbitro entro un termine di due mesi a contare dalla ricezione della richiesta di cui al

paragrafo 1. I due primi arbitri designano, entro un termine di due mesi dalla designazione del secondo arbitro, un terzo arbitro che assume la presidenza del tribunale arbitrale e che non può essere un cittadino di una parte alla controversia. Qualora uno dei due arbitri non sia stato designato entro il termine previsto, su richiesta di una delle parti provvede alla designazione il Presidente della Corte internazionale di giustizia o, in caso di disaccordo tra le parti circa il ricorso a quest'ultimo, il Segretario generale della Corte permanente d'arbitrato. La stessa procedura si applica se il Presidente del tribunale arbitrale non è stato designato entro il termine previsto.

3. Il tribunale arbitrale stabilisce la propria sede e fissa esso stesso le regole di procedura.

4. Ciascuna parte si assume le spese concernenti l'arbitro da lei designato e quelle del proprio patrocinio nella procedura davanti al tribunale. Le spese relative al presidente del tribunale arbitrale sono a carico, in uguale misura, delle parti alla controversia.

5. Il lodo è pronunciato a maggioranza dei membri del tribunale arbitrale che non possono astenersi dal voto. Esso è definitivo ed obbligatorio per tutte le parti alla controversia e non si può ricorrere contro di esso. Le parti vi si conformano immediatamente. In caso di contestazioni sulla sua interpretazione e la sua portata, il tribunale arbitrale darà la sua interpretazione su richiesta di una delle parti alla controversia.

Articolo 15 Firma, ratifica e adesione

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati che hanno partecipato alla Conferenza dei Plenipotenziari per l'istituzione di un'Organizzazione europea per l'esercizio dei satelliti meteorologici.

2. I suddetti Stati divengono parte alla presente Convenzione:
- sia con la firma, senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione,
- sia con il deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione presso il depositario, se la Convenzione è stata firmata con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione.

3. A decorrere dalla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Stato che non ha partecipato alla Conferenza dei Plenipotenziari di cui al paragrafo 1 potrà aderire alla Convenzione in seguito ad una decisione del Con

siglio presa conformemente all'articolo 5.2(a). Lo Stato che intende aderire alla presente Convenzione notificherà la sua domanda al Direttore, il quale ne informerà gli Stati membri almeno tre mesi prima che essa sia sottoposta alla decisione del Consiglio. Il Consiglio fissa le modalità e le condizioni d'adesione del suddetto Stato, conformemente all'articolo 5.2(a).

4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione vengono depositati presso il Governo della Confederazione Svizzera, denominato "il depositario".

Articolo 16 Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore sessanta giorni dopo la data in cui sono divenuti parti alla Convenzione, in applicazione dell'articolo 15.2, gli Stati i cui contributi raggiungono complessivamente almeno l'85 per cento dell'ammontare totale dei contributi, secondo la tabella che figura all'Allegato II.

2. Se le condizioni previste al paragrafo 1 del presente articolo per l'entrata in vigore della presente convenzione non sono soddisfatte ventiquattro mesi dopo la data di apertura alla firma della medesima, il depositario convoca, al più presto, i Governi degli Stati che l'hanno firmata senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione o che hanno depositato i loro strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione. Questi Governi possono allora decidere che, nonostante le condizioni previste nel paragrafo 1, la Convenzione entrerà in vigore nei loro confronti. Prendendo una tale decisione detti Governi convengono la data dell'entrata in vigore e una revisione della tabella dei contributi che figura all'Allegato II.

3. Dopo l'entrata in vigore della Convenzione, conformemente al paragrafo 1 ovvero al paragrafo 2 del presente articolo, e nell'attesa del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, uno Stato che l'abbia firmata con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione può partecipare alle riunioni di Eumetsat senza diritto di voto.

4. Per ogni Stato che firma la Convenzione senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione o depositi il suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione dopo la data dell'entrata in vigore conformemente al paragrafo 1 ovvero al paragrafo 2 del presente articolo, come pure per ogni Stato che vi aderisce, la Convenzione entrerà in vigore, secondo i casi, alla data della firma o a quella

del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

5. Ogni Stato, di cui all'articolo 15.1, che diviene parte alla Convenzione effettua, per quanto è necessario, un versamento speciale per gli investimenti già attuati per realizzare il sistema iniziale definito all'Allegato I, calcolato in base al suo tasso di contribuzione e fissato all'Allegato II o determinato dal Consiglio conformemente all'articolo 5.2(b). Per ogni Stato che aderisce alla Convenzione questo versamento speciale fa parte delle condizioni d'adesione decise dal Consiglio conformemente all'articolo 5.2(a).

Articolo 17 Emendamenti

1. Qualsiasi Stato membro può proporre emendamenti alla presente Convenzione. Le proposte d'emendamento sono indirizzate al Direttore, il quale le comunica agli altri Stati membri almeno tre mesi prima del loro esame da parte del Consiglio. Il Consiglio esamina dette proposte e può, deliberando conformemente all'articolo 5.2(c), raccomandare agli Stati membri di accettare gli emendamenti proposti.

2. Gli emendamenti raccomandati dal Consiglio entrano in vigore trenta giorni dopo che il depositario della Convenzione avrà ricevuto le dichiarazioni di accettazione di tutti gli Stati membri.

3. Nonostante le disposizioni dell'articolo 5.2(b)iii), il Consiglio può, deliberando conformemente all'articolo 5.2(a), emendare gli Allegati della presente Convenzione a condizione che detti emendamenti non siano in contraddizione con la Convenzione, e fissare la data della loro entrata in vigore per tutti gli Stati membri.

Articolo 18 Denunzia

1. Allo scadere di un termine di sei anni a decorrere dalla sua entrata in vigore, la presente Convenzione può essere denunziata da qualsiasi Stato membro mediante notifica al depositario della Convenzione. La denunzia avrà effetto alla fine dell'esercizio finanziario successivo a quello nel corso del quale è stata notificata.

2. Dopo l'entrata in vigore della denunzia, lo Stato interessato dovrà finanziare la sua quota dei crediti di pagamento corrispondenti ai crediti d'impegno approvati e utilizzati sia nel quadro del preventivo dell'esercizio in corso al momento in cui la notifica della denunzia è stata fatta, sia nel quadro dei preventivi degli esercizi anteriori.

3. Lo Stato interessato conserva i diritti che ha acquisito alla data in cui la denunzia è entrata in vigore.

Articolo 19 Scioglimento

1. L'Eumetsat può essere sciolta in qualsiasi momento dal Consiglio con deliberazione conforme all'articolo 5.2(a).

2. Salvo decisione contraria del Consiglio presa in conformità all'articolo 5.2(a) e fermo restando che in questo caso lo Stato membro che ha denunziato la Convenzione non partecipa alla votazione, l'Eumetsat è sciolta se, in seguito alla denunzia della Convenzione da parte di uno o più Stati membri conformemente all'articolo 18.1, i contributi di ciascuno degli altri Stati membri risultino aumentati di più di un quinto rispetto al loro tasso fissato all'Allegato II.

3. Nei casi previsti ai paragrafi 1 e 2, il Consiglio designa un organo di liquidazione.

4. Al momento dello scioglimento l'attivo viene ripartito tra gli Stati membri dell'Eumetsat in proporzione ai contributi da loro effettivamente versati dal momento in cui sono diventati parti alla presente Convenzione. L'eventuale passivo è a carico dei medesimi Stati, proporzionalmente ai contributi fissati per l'esercizio finanziario in corso.

Articolo 20 Notifiche

Il depositario notifica agli Stati firmatari e aderenti:

a) ogni firma della presente Convenzione,
b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione,
c) l'entrata in vigore della presente Convenzione, conformemente al paragrafo 1 ovvero al paragrafo 2 dell'articolo 16,
d) l'adozione e l'entrata in vigore di ogni emendamento della presente Convenzione e dei suoi Allegati,
e) ogni denunzia della presente Convenzione o la perdita della qualità di membro dell'Eumetsat,
f) lo scioglimento dell'Eumetsat.

Articolo 21 Registrazione

All'atto della sua entrata in vigore, il depositario farà registrare la presente Convenzione presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

Allegato I

Descrizione del sistema

1. Aspetti generali

Il sistema europeo di satelliti meteorologici è inizialmente la continuazione del programma Meteosat preoperativo di satelliti geostazionari. La posizione nominale del satellite è 0° di longitudine. Il sistema sarà composto di un settore spaziale e di un settore terrestre. La concezione del veicolo spaziale è basata su quella di Meteosat. Il settore terrestre sfrutta anch'esso l'esperienza acquisita nell'ambito del programma Meteosat preoperativo e assicura la localizzazione e il controllo del veicolo spaziale e il trattamento centrale dei dati.

2. Descrizione funzionale

2.1 *Settore spaziale*

Il satellite assicura le seguenti funzioni:
- Presa d'immagini nelle tre regioni spettrali del visibile, della finestra atmosferica in infrarosso e della banda del vapor acqueo in infrarosso.
- Diffusione delle immagini e di altri dati su due canali entrambi capaci di trasmettere dati digitali o analogici alle stazioni di utenza.
- Raccolta dei dati trasmessi da stazioni di misurazione in situ.
- Distribuzione di dati meteorologici a stazioni terrestri.

2.2 *Settore terrestre*

Il settore terrestre assicura le seguenti funzioni, la maggior parte delle quali devono essere eseguite in tempo quasi reale per soddisfare i bisogni dei meteorologi:
- Comando, controllo e utilizzazione operativa di un satellite attivo.
- Possibilità di controllo di un secondo satellite non operativo.
- Ricezione e pretrattamento dei dati di immagine. Il pretrattamento è l'operazione mediante la quale le variazioni radiometriche e geometriche subite dai dati grezzi sono misurate e corrette; comprenderà almeno la mutua sovrapponibilità dei diversi canali, la taratura del canale di finestra atmosferica in infrarosso, la localizzazione delle immagini.

- Diffusione delle immagini pretrattate alle stazioni di utenza primarie (PDUS) e secondarie (SDUS).
- Diffusione, via satellite, di diversi dati, comprendenti messaggi di servizio e mappe fornite dai servizi meteorologici.
- Diffusione di immagini provenienti da altri satelliti meteorologici.
- Acquisizione e trattamento limitato dei messaggi provenienti dalle stazioni di misurazione in situ (piattaforme di raccolta di dati o DCP) e diffusione dei medesimi. Queste informazioni vengono diffuse sulla rete mondiale delle telecomunicazioni meteorologiche (GTS) e contemporaneamente verso le stazioni d'utenza tramite il satellite (queste trasmissioni si aggiungono alle altre enumerate nel presente paragrafo).
- Estrazione di dati meteorologici quantitativi, comprendenti vettori di vento; altri dati necessari per la meteorologia operativa come la temperatura della superficie del mare, il contenuto di vapore acqueo degli strati superiori della troposfera, la nebulosità e l'altitudine delle nuvole; e una serie di dati adatti ad applicazioni climatologiche.
- Archiviazione digitale di tutte le immagini disponibili durante un periodo mobile di almeno 5 mesi e, a titolo permanente, di tutte le informazioni meteorologiche elaborate che sono state prodotte.
- Archiviazione su pellicola fotografica di almeno 2 immagini al giorno del disco completo.
- Recupero delle informazioni archiviate.
- Redazione e diffusione di documentazione, comprendente per esempio un catalogo delle immagini e una guida destinata agli utenti del sistema.
- Controllo della qualità dei prodotti e delle trasmissioni.

3. Prestazioni tecniche

3.1 *Settore spaziale*

Le specifiche dettagliate delle prestazioni del veicolo spaziale sono decise dal Consiglio, ma non possono essere inferiori a quelle dei satelliti Meteosat preoperativi, salvo l'eliminazione del dispositivo per l'interrogazione delle piattaforme di raccolta dati.
Sono previsti i seguenti miglioramenti:
- Più lunga vita operativa per quanto riguarda potenza elettrica e propellente.
- Maggiore affidabilità del radiometro e dell'elettronica.

- Adeguamento del canale del vapor acqueo al livello di concezione e di fabbricazione degli altri due canali; riduzione del rumore (interferenza).
- Funzionamento simultaneo del canale di finestra infrarossa, del canale del vapore acqueo e dei due canali nel visibile.
- Taratura "in volo" del canale del vapore acqueo.
- Regolazione termica del corpo nero di taratura.
- Modifica del ripetitore di bordo per permettere la diffusione di dati digitali alle stazioni terrestri, oltre alle funzioni assicurate dai satelliti Meteosat preoperativi.

3.2 *Settore terrestre*

Per ciò che concerne le funzioni enumerate al punto 2.2, le prestazioni tecniche sono almeno uguali a quelle del sistema Meteosat preoperativo. Il sistema è tuttavia ammodernato per migliorarne l'affidabilità e ridurre i costi d'esercizio.

4. Attività di transizione

La gestione del sistema esistente, che comprende Meteosat F1 e F2 e il satellite P2 (qualora sia lanciato nell'ambito del programma preoperativo), è altresì compresa nel programma operativo a decorrere dal 24 novembre 1983.

5. Calendario di lancio

5.1 Il programma operativo copre la fornitura dei componenti e la fabbricazione delle sottounità necessarie per realizzare tre nuovi modelli di volo (MO 1, MO 2, MO 3) e una serie di parti di ricambio.

Verrà utilizzata una sola squadra d'integrazione e i satelliti verranno integrati uno dopo l'altro.

MO 1 sarà lanciato appena sarà pronto, in linea di massima durante il primo semestre del 1987.

MO 2 sarà lanciato circa un anno e mezzo dopo, in linea di massima durante il secondo semestre del 1988.

MO 3 sarà lanciato in linea di massima durante il secondo semestre del 1990.

La data di questo lancio potrebbe essere spostata in funzione dello stato d'avanzamento del programma e della disponibilità di vettori al momento della decisione.

I lanci di MO 1 e MO 2 saranno coperti da un'assicurazione che deve permettere l'integrazione e il lancio di

un'unità di volo supplementare in caso di necessità.

5.2 L'ammontare massimo di cui all'Allegato II presuppone che tutti i lanci vengano eseguiti mediante il vettore ARIANE, nell'ambito di lanci doppi. Il Consiglio può decidere all'unanimità il ricorso a lanci singoli, qualora il programma lo richieda.

6. Durata del programma

L'utilizzazione dei satelliti operativi, secondo il calendario provvisorio, dovrebbe in linea di massima essere di 8,5 anni a decorrere dal lancio di MO 1 nel 1986-87. Vi saranno inoltre attività di transizione che utilizzeranno i satelliti esistenti (F1, F2, P2) disponibili, nel corso del periodo tra il 24 novembre 1983 e il lancio di MO 1 nel 1986-87 La durata totale prevista del programma è di 12,5 anni dall'inizio del 1983 a metà del 1995.

Allegato II

I. Quadro finanziario globale

Il quadro finanziario globale per l'attuazione del sistema iniziale descritto all'Allegato I è valutato in 400 milioni di unità di conto (MUC), per il periodo 1983-1995 (secondo il livello dei prezzi a metà del 1982, tasso di conversione 1983) distribuiti come segue:

- ammontare massimo delle spese sostenute dalla Agenzia Spaziale Europea .... 378 MUC
- segretariato dell'Eumetsat (10,5 anni)....... 10 MUC
- margine di contingenza dell'Eumetsat .... 12 MUC

II. Tabella dei contributi

Gli Stati membri contribuiscono alle spese dell'Eumetsat conformemente alla seguente tabella:

Stati membri	%
Germania	21,00
Austria	—
Belgio	4,00
Danimarca	0,50
Spagna	4,50
Finlandia	0,30
Francia	22,00
Grecia	—
Irlanda	—
Italia	11,00
Norvegia	0,50
Paesi Bassi	3,00
Portogallo	0,30
Regno Unito	14,40
Svezia	0,93
Svizzera	2,60
Turchia	0,50

In fede di che i Plenipotenziari sottoscritti, dovutamente autorizzati a tale fine, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Ginevra il 24 maggio 1983, nelle lingue inglese e francese, ambedue i testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Governo della Confederazione Elvetica, il quale ne rilascerà copie certificate conformi a tutti gli Stati firmatari o aderenti.

ATTO FINALE

DELLA CONFERENZA DI PLENIPOTENZIARI RELATIVA ALL'ISTITUZIONE DI UN'ORGANIZZAZIONE EUROPEA PER L'ESERCIZIO DI SATELLITI METEOROLOGICI

(EUMETSAT)

1. Una Conferenza intergovernativa relativa ad un sistema Météosat operativo si è riunita a Parigi il 28 e 29 gennaio 1981 presso la Sede dell'Agenzia spaziale europea. Detta Conferenza ha adottato una Risoluzione con la quale ha convenuto, in particolare, di istituire un Gruppo di lavoro incaricato di elaborare i testi giuridici relativi alla creazione di un sistema Météosat operativo e di proporre la convocazione di una Conferenza di Plenipotenziari.

2. Il gruppo di lavoro ha costituito un sottogruppo tecnico e un sottogruppo istituzionale.

3. La Conferenza intergovernativa ha tenuto una seconda sessione dal 21 al 23 marzo 1983 durante la quale è stato letto il rapporto relativo ai risultati dei lavori del gruppo di lavoro. La Conferenza ha approvato i documenti elaborati da quest'ultimo ed ha raccomandato la convocazione di una Conferenza di Plenipotenziari per l'adozione della Convenzione sull'istituzione di una Organizzazione europea per l'esercizio di satelliti meteorologici (denominata "Eumetsat").

4. Su convocazione del Governo svizzero e previa consultazione del Presidente della Conferenza intergovernativa, si è riunita a Ginevra il 24 maggio 1983 una Conferenza di plenipotenziari per l'istituzione di una Organizzazione europea per lo esercizio di satelliti meteorologici.

5. Erano rappresentati:
a) i Governi dei seguenti Stati:
da delegati: Belgio, Danimarca, Francia, Germania, Italia, Norvegia, Paesi Bassi, Portogallo, Regno Unito, Spagna, Svezia, Svizzera, Turchia.

da osservatori: Finlandia, Grecia, Irlanda.

b) A titolo di osservatore la seguente Organizzazione internazionale: L'Agenzia spaziale europea.

6. La Conferenza ha costituito il suo Ufficio come segue:
Presidente: Sig. Sir John Mason (Regno Unito)
Segretario: Sig. Junod (Svizzera)

ed ha istituito una Commissione di Verifica dei Poteri presieduta da:

Sig. Deloz (Belgio)

assistito dal Sig. Carnelutti (Francia)

e dal Sig. Mohr (Germania Federale)

La Conferenza ha approvato il rapporto della Commissione di Verifica dei Poteri.

7. La Conferenza ha sentito il rapporto del Presidente della Conferenza intergovernativa nonché le dichiarazioni dei delegati.

8. La Conferenza ha preso in esame le misure adottate per lo avvio del sistema. Si è congratulata per il contributo fornito dall'Agenzia Spaziale europea che ha permesso l'anticipata attuazione del Sistema operativo Météosat ed ha preso nota dei testi giuridici elaborati a tale scopo. La Conferenza ha preso nota che l Agenzia spaziale europea è stata incaricata della creazione e dell'esercizio del sistema Météosat operativo e che a tal fine si ritiene opportuno concludere successivamente un Accordo complementare tra la Organizzazione Eumetsat e l'Agenzia spaziale europea.

9. La Conferenza ha adottato il testo della Convenzione sull'istituzione di una Organizzazione europea per l'esercizio di satelliti meteorologici denominata "Eumetsat" e l'ha aperta alla firma.

10. La Conferenza ha adottato le Risoluzioni qui allegate.

RISOLUZIONE N° 1

La Conferenza,

RITIENE OPPORTUNO apnre alla firma - in data odierna - la Convenzione sull'istituzione di una Organizzazione europea per lo esercizio dei satelliti meteorologici.

INVITA i Governi rappresentati alla Conferenza a firmare detta Convenzione ed ad adottare i provvedimenti necessari alla ratifica nel più breve termine possibile.

RISOLUZIONE N° 2

La Conferenza,

CONSIDERATO da una parte il desiderio unanime di un immediato avvio del programma Météosat operativo,

CONSTATATO dall altra le dilazioni che comporta la ratifica della Convenzione aperta alla firma in data odierna,

CONGRATULATASI con l'Agenzia spaziale europea per aver accettato di fornire il quadro giuridico per l'avvio anticipato del sistema Météosat operativo e PRESO NOTA dei testi giuridici elaborati a tale scopo,

INVITA tutti i Governi rappresentati alla Conferenza, che non hanno ancora notificato all'Agenzia spaziale europea la loro accettazione dei testi giuridici elaborati nel quadro di questa ultima, a farlo al più presto firmando la Convenzione Eumetsat.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1292):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Andreotti) l'11 aprile 1985.

Assegnato alla 3ª Commissione (affari esteri), in sede referente, il 5 giugno 1985, con pareri delle Commissioni 2ª, 4ª, 5ª e 7ª.

Esaminato dalla 3ª Commissione, in sede referente, il 25 luglio 1985.

Relazione scritta annunciata il 2 agosto 1985 (atto n. 1292/A - relatore: sen. Taviani).

Esaminato in aula e approvato il 26 settembre 1985.

Camera dei deputati (atto n. 3166):

Assegnato alla III Commissione (affari esteri), in sede referente, l'11 ottobre 1985, con pareri delle Commissioni I, IV, V, VI e VII.

Esaminato dalla III Commissione, in sede referente, il 15 gennaio 1986, 13 marzo 1986.

Relazione scritta annunciata il 6 giugno 1986 (atto n. 3166/A - relatore: on. Portatadino).

Esaminato in aula e approvato il 12 giugno 1986.

86G0563

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.